



FRANCE

ADMINISTRATION

Macron enterre l'ENA, symbole de l'élite

Le chef de l'Etat a affirmé qu'il souhaitait créer un nouvel institut rassemblant treize écoles de service public

Ce sera sans doute la dernière grande réforme du quinquennat. Emmanuel Macron a confirmé, jeudi 8 avril, devant six cents hauts fonctionnaires réunis par visioconférence, qu'il entendait bien conduire « une révolution profonde » de la haute fonction publique. Recrutement, formation, carrières, tout y passera. A commencer par l'établissement qui les forme depuis 1945 : l'Ecole nationale d'administration (ENA), laquelle sera supprimée et remplacée par un « Institut du service public ». Cette vaste remise à plat avait été annoncée lors de la conférence de presse présidentielle d'avril 2019, donnée à l'issue de la crise des « gilets jaunes ».

Mais, à douze mois de la présidentielle, rien n'est anodin. Et cette réforme emblématique permet à Emmanuel Macron d'envoyer un message aux électeurs plongés dans la crise liée au Covid-19 depuis un an : ni la crise des « gilets jaunes », ni le mouvement contre la réforme des retraites, ni l'épidémie n'auraient entamé sa volonté réformatrice. Et, après une année d'anesthésie, la politique reprendrait donc ses droits.

La réforme de la haute fonction publique offre ainsi au président de la République un formidable symbole. « Comme en 1945, nous vivons un moment historique, a-t-il déclaré. Il y a soixante-quinze ans, notre pays, épuisé, sortait de deux guerres avec devant lui le défi immense de la reconstruction. L'ENA fut créée. Nous avons structuré notre haute fonction publique. En 2021, notre pays fait face à une pandémie historique. Notre devoir est de savoir y répondre avec le même sens de l'histoire. »

Mea culpa

Hanté par la défiance qui s'exprime dans le pays, Emmanuel Macron considère qu'« on referra la France si les élites et la base se reconnaissent l'une l'autre, se comprennent, agissent main dans la main ». Il veut montrer qu'il a tiré les leçons du mouvement des « gilets jaunes », comme de la crise sanitaire. Jeudi après-midi, il a invité les hauts fonctionnaires à la « lucidité », rappelant « nos insuffisances, parfois nos ratés ». Premier mea culpa.

Lors de cette convention managériale de l'Etat, le président de la République a donc détaillé la forme que prendra ce nouvel Institut du service public (ISP) amené à remplacer l'ENA. L'ISP intégrera un tronc commun à 13 écoles de service public et assurera ainsi le même socle de formation à tous les élèves administrateurs de l'Etat, qu'ils soient préfets, ambassadeurs, recteurs ou directeurs des administrations. « Cela deviendra en quelque sorte le creuset de la formation des cadres de l'Etat. L'objectif est, dans ce creuset, de définir une culture commune, une formation commune. Il y aura des formations spécifiques, mais ensuite », a assumé M. Macron.

Les opposants au président de la République y voient surtout de l'opportunisme. Julien Aubert, député Les Républicains du Vaucluse et énarque, considère qu'Emmanuel Macron « est un homme de symboles. Le réel l'intéresse peu. Ce qui l'intéresse, c'est de manier les symboles pour faire croire que les choses avancent ». Annoncer la suppression de l'ENA, « c'est un moyen de se défaire de sa propre responsabilité et de masquer l'échec de sa politique ».

Au Parti socialiste, un député qui souhaite conserver l'anonymat n'est pas loin de partager le

même avis. Que l'administration soit une nouvelle fois pointée l'agace : « Une réponse commode de mauvais généraux. » « Non, fustige-t-il, ce n'est pas l'administration qui décide de la stratégie vaccinale. L'administration fait ce qu'on lui demande de faire. Et si les ministres ne sont pas capables de définir la stratégie, c'est qu'ils ne sont pas au niveau. » Pour lui, l'opération relève d'un « populisme light ».

Dans cette affaire, l'ENA ne fait-elle pas les frais d'un climat politique qui la dépasse de beaucoup ? « Supprimer l'ENA, pourquoi pas ? Mais cela ne règlera pas tous les problèmes de l'Etat d'un coup de baguette magique... », souligne Gaspard Gantzer, condisciple d'Emmanuel Macron à l'ENA, ancien conseiller de François Hollande à l'Elysée et rallié à La République en marche. Daniel Keller, président de l'association des anciens de l'école, avoue sa « consternation ». « Je pensais que le fantasme selon lequel on réglerait tous les problèmes de l'Etat en supprimant l'ENA avait disparu. Mais il revient », peste-t-il. « Donner l'ENA en pâture en espérant en tirer un bénéfice électoral », poursuit-il, est révélateur d'un « climat où le populisme gagne la classe dirigeante », mais « c'est le Rassemblement national qui s'en frotera les mains ».

**« ON REFERA LA FRANCE
 SI LES ÉLITES ET LA BASE
 SE RECONNAISSENT
 L'UNE L'AUTRE, SE
 COMPRENNENT, AGISSENT
 MAIN DANS LA MAIN »**

EMMANUEL MACRON



« Scolarité trop franchouillarde »
 Pourtant, il n'y a pas qu'une question de circonstances. Emmanuel Macron s'est forgé une opinion critique sur l'école dans laquelle il a étudié. *« Comme nous tous, note Gaspard Gantzer, le président entretient un rapport complexe à l'ENA. Quand il était élève, il disait que, si l'école n'avait pas existé, il n'aurait pas pu accéder à de si hautes fonctions si vite, même en tant que fils de médecin. En même temps, il voyait qu'il y avait quelque chose de dysfonctionnel dans la scolarité, trop franchouillarde, pas assez tournée vers les enjeux du futur. »*

Le chef de l'Etat considère que l'école de Strasbourg a deux principaux défauts. Le premier est qu'elle ne parvient pas à dégager une élite représentative de la population. C'est la raison pour laquelle il a annoncé, en février, l'ouverture d'un nouveau concours à l'ENA, et donc probablement au futur ISP, destiné aux enfants issus de milieux modestes. Jeudi, il a proclamé : *« Filles et fils d'ouvriers, d'employés, d'agriculteurs, jeunes femmes et jeunes hommes issus des quartiers ou territoires ruraux, je veux une haute fonction publique à l'image de la société, qui épouse davantage ses pulsations, saisit ses demandes, incarne l'esprit du temps. »*

Le second, c'est « la protection à vie » dont jouissent les énarques qui sortent les mieux classés de l'ENA. Car ils rejoignent directe-

ment les grands corps (Conseil d'Etat, inspection générale des finances, Cour des comptes), débutant une carrière linéaire et confortable. Comment ? *« Par le déterminisme du classement de sortie, en scellant des destins à 25 ans »,* a regretté le chef de l'Etat.

Une situation propice à l'entre-soi, et défavorable à la prise de risque, dont Emmanuel Macron a fait sa marque de fabrique. *« Il considère que ce qu'il a obtenu l'a été à la force du poignet, estime Gaspard Gantzer. Certes, il n'est pas né dans le ruisseau mais il s'est émancipé sans être fils ou petit-fils de préfet. »* A l'ENA, on rencontre des élèves issus d'une lignée de hauts fonctionnaires et même certains nés d'énarques, dans une fratrie d'énarques, époux d'énarques. *« Prenez des risques, a-t-il intimé aux cadres de l'Etat. Prenez des décisions. Je ne reprocherai jamais à personne de faire des erreurs. Nous en fai-*

sons tous, et moi le premier. » Parce qu'*« un Etat qui ne prend plus de risques est un Etat qui ne fait plus d'erreurs. Mais c'est un Etat impotent qui perd sa légitimité »,* a-t-il prévenu.

Le président a rappelé à ses interlocuteurs que la suppression de l'ENA s'inscrivait dans une action plus vaste de rénovation de l'action de l'Etat : *« Proximité, bienveillance, responsabilité, efficacité et transparence, simplification et innovation, nous n'avons cessé de mener ce travail depuis maintenant quatre ans. Malgré les aléas, nous n'avons jamais perdu le fil de cette réforme. »* Il a évoqué un bilan : droit à l'erreur, invitation faite aux fonctionnaires à quitter les métropoles pour les campagnes, renforcement des services de l'Etat au niveau du département, « culture du guichet » pour rester au contact, etc. Au-delà de l'ENA, c'est bien la présidentielle qui débute. ■

BENOÎT FLOC'H

Des hauts fonctionnaires mieux payés ?

Les hauts fonctionnaires doivent-ils être mieux payés ? C'est ce que pense Emmanuel Macron. Lors de la visioconférence que le président de la République a tenue, jeudi 8 mars, avec six cents des plus hauts cadres de l'Etat, il a appelé à *« un débat démocratique, responsable sur la rémunération des hauts dirigeants de notre pays ». « Nous avons progressivement réduit les écarts de salaire et, en comparaison avec le secteur privé, réduit les opportunités et l'attractivité de notre haute fonction publique en n'assumant pas d'avoir des salaires qui correspondent aux compétences et aux responsabilités qui sont posées »,* a-t-il précisé. C'est ainsi, a-t-il poursuivi, que *« nous saurons attirer les meilleurs talents de notre pays ».*



Photo de la promotion Senghor, dont faisait partie Emmanuel Macron, à Strasbourg, en 2004. INNOVAPHOT

